



Arrêté N° 2026-16
PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE
A LA DESAFFECTATION ET L'ALIENATION D'UNE SECTION
DU CHEMIN RURAL
DIT DE "GRAMONT" ET SON DEVOIEMENT

Le Maire de la commune de Campan,

Vu les articles L.161-10 et L.161-10-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu les articles R.161-25 à R.161-27 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu les articles L.134-1 à L.134.2 et R.134-3 à R.134-32 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 161,1 et suivants et R 161,1 et suivants

Vu le décret n°2015-955 du 31 juillet 2015 relatif à l'enquête publique préalable à l'aliénation des chemins ruraux ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 05 février 2026 actant le principe de :

- La désaffectation d'une section du chemin rural dit de "Gramont" reliant Sainte Marie de Campan au lieudit Trassouet, traversant les parcelles cadastrées section OP n°176, 177, 180, 181, 182, 183 et 185 à la demande de M et Mme DORTET-DEMONGET, et son dévoiement pour passer au nord du bâtiment existant,
- Autorisant le maire à lancer une enquête publique en vue de son aliénation, et l'acquisition de la déviation qui sera créée

Vu le dossier d'enquête publique mis à disposition du public

Vu la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur publiée au recueil des actes administratifs du département des Hautes-Pyrénées ;

Considérant que le projet retenu par le conseil municipal nécessite la réalisation d'une enquête publique,

ARRETE :

Article 1^{er} : OBJET

Il sera procédé à une enquête publique relative à la désaffectation et à l'aliénation d'une partie du chemin rural dit de "Gramont" reliant Sainte Marie de Campan au lieu-dit Trassouet et au dévoiement de celui-ci qui sera acquis par la commune.

Article 2 : DURÉE

Cette enquête publique se déroulera pendant une durée consécutive de 15 jours exactement : **lundi 28 septembre 2026 à 09h00 au vendredi 16 octobre 2026 à 17h00.**

Le siège de l'enquête est la mairie de CAMPAN.

Article 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier d'enquête publique comprend ;

- un plan de situation,
- une notice explicative,
- les photographies des lieux,

et sera déposé en mairie et accessible pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures d'ouverture habituels en mairie de CAMPAN **du LUNDI 28 SEPTEMBRE 2026 à 09h00 au VENDREDI 16 OCTOBRE 2026 à 17h00.**

Article 4 : DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

M. JARROT Didier demeurant, 8 rue des Arribans, 65200 GERDE, inscrit sur la liste des commissaires enquêteurs des Hautes-Pyrénées, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Article 5 : OBSERVATIONS DU PUBLIC

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Campan **lundi 28 septembre 2026 à 09h00 et jusqu'au vendredi 16 octobre 2026 à 17h00**, soit pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture et consigner éventuellement ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre d'enquête. Les observations peuvent être consignées par les intéressés directement sur les registres d'enquête.

Le dossier pourra aussi être consulté sur support dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.campan.fr/vie-municipale/arretes-et-publications>

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra transmettre ses observations et propositions soit :

- Oralement ou par écrit au commissaire enquêteur qui se tiendra à la disposition du public à l'occasion de sa permanence en mairie de CAMPAN :

LUNDI 28 SEPTEMBRE 2026 de 9h00 à 11h00
VENDREDI 16 OCTOBRE 2026 de 15h00 à 17h00

- Sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures d'ouverture habituels en mairie de CAMPAN.

- Par voie postale : mairie, 29 rue du Général Leclerc 65710 CAMPAN, à l'attention de M le commissaire enquêteur (Mairie de CAMPAN) et en précisant sur l'enveloppe la mention : « Ne pas ouvrir ».

- Par voie électronique, toujours à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse dédiée suivante : public@campan.fr. L'objet du message devra comporter la mention « *Enquête publique : observations à l'attention du commissaire enquêteur* ».

Tous courriers ou courriels reçus avant la date de début d'enquête, soit avant le **lundi 28 septembre 2026 à 09h00**, ou après la fin de l'enquête, soit après le **vendredi 16 octobre 2026 à 17h00**, ne seront pas pris en compte.

Celles-ci pourront par ailleurs être communiquées oralement ou par écrit au commissaire enquêteur, à l'occasion de ses permanences, dont les dates et horaires sont précisés à l'article 3 ci-dessus.

Elles pourront également être reçues par voie postale, avant la clôture de l'enquête, par le commissaire enquêteur au siège de l'enquête où toute correspondance doit être adressée, à l'adresse suivante : Mairie, 29 rue du Général Leclerc 65710 CAMPAN.

Article 6 : CLÔTURE DE L'ENQUÊTE

À la date de clôture de l'enquête publique, le registre d'enquête sera clos, coté et paraphé par le commissaire enquêteur. Celui-ci disposera alors d'un délai d'un mois pour transmettre au maire le dossier et ses conclusions.

Ces documents seront ensuite laissés à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 7 : PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE

Le présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie à compter du 04 septembre 2026, c'est-à-dire 17 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête.

Cet arrêté sera également affiché aux extrémités du chemin ou des chemins concernés et sur le tronçon faisant l'objet du projet d'aliénation.

L'accomplissement de ces formalités sera constaté et justifié par un certificat du maire.

En outre, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, un avis d'enquête sera publié avant le début de l'enquête dans les journaux suivants :

- La Dépêche du Midi
- La Nouvelle République des Pyrénées

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent arrêté et un avis d'enquête publique seront affichés en mairie ainsi qu'aux extrémités des chemins ruraux concernés et précisés à l'article 1.

L'affichage sera justifié par un certificat du maire.

Article 8 : DÉCISION INTERVENANT AU TERME DE L'ENQUÊTE

À l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 2, le registre d'enquête sera transmis au commissaire enquêteur sans délai. À réception, il sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de la Commune de CAMAPN le dossier d'enquête avec son rapport et ses conclusions motivées.

M. le Maire adressera une copie du rapport à M. le Préfet du département des Hautes-Pyrénées.

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux pendant un an.

Après remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le conseil municipal délibérera sur l'aliénation des parties des chemins ruraux concernés par l'enquête.

Article 9 : VOIE DE RECOURS

Le recours pour excès de pouvoir à l'encontre du présent arrêté peut être exercé devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa transmission et de son affichage.

Article 10 : M. le Maire de CAMPAN est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Campan, 02 septembre 2026

Le Maire,
Alexandre PUJO-MENJOUET

